

CountrySide

European Landowners' Organization

N° 181

MAI-JUIN 2019 - BIMENSUEL - FR



Le Forum régional pour le Futur de l'Agriculture (FFA) : pour un avenir alimentaire et environnemental durable

MEP Maria Gabriela ZOANĂ

*Vice-présidente de la Commission « Agriculture et développement rural » ;
Parlement européen*



Editorial

Thierry de l'ESCAILLE, Secrétaire général

Soyez vigilant en appréciant votre bonne fortune

En fin de compte, il serait peut-être préférable d'avoir dix oiseaux rares et protégés dans la brousse plutôt que deux dans la main. Deux ou même vingt. En réalité, nous ne pouvons pas savoir combien d'oiseaux rares nous devons réellement avoir pour qu'ils ne le soient plus, et pour être sûrs que leur protection soit efficace. En effet, comme nous l'avons constaté lors de la rédaction du rapport demandé par la Commission européenne sur la population de loups en Europe, il n'existe pas de distinction claire, par espèce ou par région, sur ce qui constitue un état de conservation favorable. Nous avons entendu des estimations de quelques dizaines par région, jusqu'à une population minimale viable de 5 000 pour la Flandre. Ce dernier signifie que j'en héberge probablement un dans mon jardin !

Si nous voulons maintenir notre biodiversité et améliorer sa protection, nous devons d'abord disposer d'une fourchette convenue et scientifiquement valable indiquant le moment où une espèce est menacée et où elle se porte bien. Sans une telle clarté, nous sombrons dans le noir. Pire encore, nous menaçons la nécessaire coopération entre acteurs publics et privés, qui ont des perceptions très différentes de la réalité.

La deuxième chose que nous devons avoir si nous voulons obtenir des résultats favorables pour la biodiversité est une plus grande contribution des acteurs privés. Bien que la grande majorité du territoire européen soit entre leurs mains, il est essentiel qu'ils ne se sentent pas seulement connectés et impliqués dans le processus décisionnel, mais qu'ils aient également un accès consistant au financement. Si nous pouvons combiner les acteurs publics et privés avec le financement, un dénombrement scientifiquement exact des espèces et un plan d'action solide, il n'y a aucune raison que nous ne puissions pas faire beaucoup plus pour la biodiversité.

Tables des matières

- 3 Le Forum régional pour le Futur de l'Agriculture (FFA) : pour un avenir alimentaire et environnemental durable
- 6 La sylviculture et les élections européennes comme points d'intérêts de l'AG ELO en Finlande
- 8 Changement climatique et incendies de forêt en Europe
- 9 Arbre européen de l'année
Pas de temps à perdre
- 10 Dans les pas de DARWIN, une aventure d'un tournage sur la diversité, l'utilisation et la mise en danger des sols des Galápagos
- 12 Renforcer la coopération entre les entrepreneurs agricoles
- 13 L'agriculture multifonctionnelle pour la durabilité des paysages agricoles européens
- 14 Conférence finale du projet 'Heritage Houses for Europe'
- 15 Protection du patrimoine culturel... l'Europe à la rescousse.
- 16 Agenda





Valeriu STERIU, Marta ZULUAGA ZILBERMANN, Francesco TRAMONTIN, Andrei SVORONOS, Mark TITTERINGTON

Le Forum régional pour le Futur de l'Agriculture (FFA) : pour un avenir alimentaire et environnemental durable

Précédé par le Forum annuel pour le Futur de l'Agriculture (FFA2019) qui s'est tenu le 9 avril dernier à Bruxelles sous les auspices de la présidence roumaine du Conseil de l'Union européenne, le FFA régional a eu lieu le 14 mai à Bucarest. Répondant au thème principal du FFA en avril, « La prochaine génération », le thème de ce forum régional était « pour un avenir alimentaire et environnemental durable ».

Louisa GEISMANN, ELO



Il a été ouvert par Thierry de L'ESCAILLE, ELO, Gheorghe ALBU, LAPAR et Borina DUVNJAK, SDF. M. de L'ESCAILLE a mentionné que « dans de nombreux pays européens, l'attractivité du secteur agricole fait défaut, en raison d'une législation confuse et de l'incapacité à innover ». Se référant au négociateur en chef de l'Union européenne Michel BARNIER et orateur au FFA2019 le 9 avril, il a souligné que « nous avons besoin d'un pacte de durabilité pour les agriculteurs et de plus de liquidités pour le Fonds européen de développement rural ». Après le Brexit, le budget européen sera moins élevé et les agriculteurs auront de plus en plus de mal à atteindre les objectifs proposés, en particulier ceux de la lutte contre le changement climatique.

En mettant l'accent sur le pays hôte, Gheorge ALBU, Président par intérim de LAPAR, a déclaré que l'un des plus grands problèmes des agriculteurs en Roumanie est la grave pénurie de main-d'œuvre et le dépeuplement des villages : « Les jeunes

doivent avoir confiance qu'ils peuvent aussi construire un avenir dans l'agriculture ». En outre, M. ALBU a déclaré que l'alimentation et l'agriculture doivent s'adapter au changement climatique et que les agriculteurs doivent contribuer à construire une Europe verte. L'Union européenne encourage cela à travers ses politiques environnementales et ses programmes financiers dédiés à l'agriculture. Toutefois, à long terme, des mesures doivent être prises pour encourager les jeunes à rester dans le secteur afin de trouver une solution plus viable et à long terme.

Le premier groupe d'experts s'est penché sur les questions de la sécurité alimentaire et environnementale et le changement climatique. Andrei SVORONOS, orateur principal de ce panel et représentant de la BERD, a fait référence à des statistiques récentes qui montrent que la production agricole doit augmenter de manière significative d'ici 2050, car la population mondiale atteindra 9,5 milliards de personnes.

La demande de nourriture et le changement de régime alimentaire doivent être pris en compte. Ces dernières années, les spécialistes ont constaté une augmentation de la production de protéines animales, ce qui a entraîné une augmentation de l'élevage. Au même moment, l'agriculture représente 30% de la consommation d'énergie et des émissions de carbone. Cela pose de nouveaux problèmes aux agriculteurs, lorsque les récoltes ne sont plus prévisibles et sont fortement affectées par des variations de température élevées, des précipitations ou d'autres conditions climatiques extrêmes. Les technologies numériques sont une solution à ces problèmes, mais « malheureusement, la Roumanie présente un écart très important en matière de recherche et développement par rapport aux autres États membres de l'UE. Des mesures doivent être prises pour réduire cet écart et recalibrer les stratégies agro-industrielles », a déclaré M. SVORONOS.

Confronté au fait que la production agri-

cole devra doubler d'ici 2050, l'ancien secrétaire d'État au ministère de l'agriculture et député du Parlement roumain Valeriu STERIU a déclaré : « Si nous analysons les statistiques agricoles, je pense que nous sommes capables d'atteindre cet objectif. Par exemple, dans les années 1950, sept millions de personnes travaillaient dans le secteur agricole en Roumanie. Aujourd'hui, ce nombre est réduit à deux millions. Cependant, la production est beaucoup plus élevée aujourd'hui que dans les années 1950. » M. STERIU a fait valoir que l'augmentation de la production agricole doit également être contrebalancée par l'éducation des consommateurs sur la réduction des déchets alimentaires - attribuant cette responsabilité à la Commission européenne. Marta ZULUAGA ZILBERMANN, Cargill et Francesco TRAMONTIN, Mondelez ont souligné que leurs multinationales espèrent établir des partenariats directs avec les agriculteurs en tant qu'acteurs de la chaîne d'approvisionnement et accroître la confiance des consommateurs pour les produits finis qu'ils offrent.

Au cours de la deuxième table ronde sur les défis pour l'UE après les élections européennes. Adrian RADULESU, Président de l'Association des agriculteurs roumains a déclaré que « les agriculteurs sont confrontés à un double standard en termes de prix d'achat. Une machine achetée grâce à des fonds européens est plus chère qu'une machine achetée en utilisant des fonds propres. La Roumanie n'a pas son propre

système bancaire et c'est ce qui nous fait le plus mal. (...) Ni la génération suivante ni les générations futures ne peuvent rembourser intégralement leur dette dans le cas d'un crédit bancaire dans le secteur agricole. » Actuellement, les agriculteurs doivent utiliser des fonds européens ou élaborer des projets qui seront financés par la Banque européenne pour la reconstruction et le développement. Michał KICINSKI, ECPA, y a ajouté la question de l'accès aux nouvelles technologies et aux PPP. La députée européenne Maria Gabriela ZOANA, a conclu ce débat en insistant sur la nécessité d'obtenir les mêmes subventions pour tous.

Le dernier thème du débat a porté sur les grandes priorités de la présidence roumaine du Conseil de l'Union européenne. Adrian RADULESU a exhorté l'orateur du FFA2019 et le Commissaire européen chargé de l'agriculture et des affaires rurales, Phil HOGAN, à inviter des représentants des agriculteurs aux prochaines consultations sur la PAC. Les agriculteurs sont les garants de la sécurité alimentaire en Europe et, par conséquent, « le nouveau budget financier européen et les programmes agricoles doivent être développés en coopération avec les agriculteurs ». Le Dr Michael Cristin ICHIM du RIDCSB a expliqué le contexte roumain de la question de l'édition génétique et des cultures OGM. Il a évoqué la situation paradoxale selon laquelle, bien que la loi interdise la culture d'OGM dans l'UE, il est légal d'importer des fèves de soja génétiquement modifiées de

l'extérieur de l'UE. Les participants à l'audience ont insisté que la présidence roumaine du Conseil agisse pour résoudre ce problème. Camelia IONESU, du WWF Roumanie, a déplacé le centre du débat de l'alimentation vers le défi environnemental - plus spécifiquement l'eau et les déchets plastiques. Elle a souligné la nécessité de promouvoir des écosystèmes aquatiques qui permettent la récolte du poisson localement en Roumanie plutôt que d'avoir à l'importer et, qui en même temps, apportera des bénéfices à la qualité de l'eau en Roumanie.

Les conclusions de la journée ont été présentées par Danut PALE, Vice-président de la commission de l'agriculture, des forêts, de l'alimentation et de l'industrie du Parlement roumain.

Tous les participants ont convenu que la Roumanie est actuellement l'une des principales puissances agricoles de l'Union européenne. Ayant actuellement atteint seulement la moitié de la capacité de production agricole, la Roumanie a le potentiel de produire suffisamment de nourriture pour répondre aux besoins d'environ 35 millions de personnes. Dotée des bons outils technologiques, éducatifs et financiers, elle a la possibilité de le faire de manière durable.

La prochaine réunion régionale du FFA aura lieu en Irlande le jeudi 26 septembre.

4



Thierry de l'ESCAILLE, Maria Gabriela ZOANA, Adrian RADULESCU, Michał KICINSKI, Mark TITTERINGTON



Un temps pour vivre l'instant, un temps pour préparer l'avenir.

Vous souhaitez préserver durablement votre patrimoine pour les générations à venir.
Prenez le temps d'en parler avec nous: LGT Bank (Suisse) SA, téléphone +41 44 250 84 80

LGT. Votre partenaire pour des générations.
À Bâle, Berne, Genève, Lugano, Zurich et sur plus
de 15 autres sites dans le monde. www.lgt.ch



**Private
Banking**



La sylviculture et les élections européennes comme points d'intérêts de l'AG ELO en Finlande

Deux fois par an, l'Assemblée générale d'ELO se tient dans le pays qui s'apprête à prendre la présidence tournante du Conseil de l'UE. En juin, les membres d'ELO ont été chaleureusement accueillis par les propriétaires fonciers finlandais et les longues journées d'été à Helsinki, en Finlande.

Robert de GRAEFF, ELO

ELO a reçu un accueil chaleureux de la part du président des propriétaires fonciers finlandais, Henrik CREUTZ, qui a parlé de l'importance des politiques agricoles et environnementales européennes pour la Finlande et a partagé ses espoirs pour l'agriculture ainsi que les conditions économiques générales dans le pays. Il s'en est suivi une présentation des points importants et des priorités politiques par Thierry de l'ESCAILLE, Secrétaire général d'ELO.

Comme prévu, la réforme de la Politique Agricole Commune (PAC) était une priorité pour tous les membres d'ELO, avec le texte juridique discuté en profondeur, ainsi que son calendrier à la lumière de l'impasse des négociations sur le budget européen. Au cours de l'AG, ELO a une fois de plus souligné son engagement en faveur d'un avenir fort pour la PAC qui tient compte à la fois des sensibilités de l'agriculture européenne et de l'environnement, mais craint qu'une définition stricte du 'genuine farmer' puisse avoir un impact négatif sur le marché commun et sur l'égalité de traitement des gestionnaires des terres.

Les conseillers politiques d'ELO ont également fait des présentations détaillées sur la sylviculture en Europe, suivies par un tour de table par les membres nationaux et une discussion sur les populations de loups en Europe. Les élections européennes venant de s'achever, une longue discussion a eu lieu sur la meilleure façon de collaborer avec le nouveau Parlement, où tant de ses membres seraient présents pour la première fois.

Dans l'après-midi, la Directrice générale du Ministère finlandais de l'agriculture et des

forêts, Minna-Mari KAILA, a été accueillie par les membres d'ELO. Elle a évoqué les priorités de la Finlande pour sa prochaine présidence, notamment l'achèvement de la PAC, l'accès aux nouvelles technologies et la nécessité d'un secteur forestier bien géré. Elle attend également avec intérêt le renouvellement de la direction des institutions européennes. Outre les questions de politique générale soulevées lors de l'Assemblée générale, les membres d'ELO ont été invités à deux soirées où la cuisine finlandaise moderne et classique était à l'honneur.

Le lendemain matin, les membres d'ELO invités par UPM à découvrir la foresterie, ont été accueillis dans la campagne finlandaise et ont eu l'occasion de discuter des technologies classiques et de pointe pour la ges-

tion forestière - non seulement pour UPM, mais aussi pour les nombreux propriétaires privés dont UPM gère les terres et qui peuvent obtenir des mises à jour à la minute près grâce à une application nouvellement développée. Au cours d'une visite des opérations forestières directes, les membres ont eu l'occasion de voir les opérations forestières se dérouler sur le terrain et de discuter des difficultés à trouver la prochaine génération de travailleurs forestiers.

La prochaine Assemblée Générale se tiendra à **Zagreb (Croatie) du 25 au 27 novembre**.

L'ELO tient à remercier Henrik CREUTZ et son équipe pour leur engagement dans l'organisation de cet événement.



Timo RYTKÖNEN, Esa HÄRMÄLÄ, Konstantin KOSTOPOULOS, Thierry de l'ESCAILLE, Henrik CREUTZ

Au cours du dîner officiel, les représentants du domaine de Kettula ont reçu le label « Wildlife Estates ». **Pour plus d'informations : www.wildlife-estates.eu**

DEUTZ-FAHR. TECHNOLOGY DRIVEN PRODUCTIVITY.



Leading tractors and combine harvesters.

Innovative technology, attractive design, comfort and efficiency - DEUTZ-FAHR offers a complete range of tractors from 35 HP to 340 HP and combine harvesters from 250 HP to 395 HP. All high-horsepower tractors and all combines can be equipped with the most modern digital high precision farming systems. Easy operation, automatic functions and smart cloud based applications are helping to save money by not wasting chemicals and fertilizers and increasing the operating comfort for the driver. The combination of an excellent product range, coupled with advanced precision farming systems, enables DEUTZ-FAHR to provide a tailor-made technology solution to allow maximum productivity in the field and on the road. All in all DEUTZ-FAHR is the perfect partner for any farming business.

To discover more please contact a DEUTZ-FAHR dealer or visit deutz-fahr.com.

Changement climatique et incendies de forêt en Europe

Le 20 mars dernier s'est tenu à Bruxelles le séminaire « Changement climatique et incendies de forêt en Europe ». L'événement a porté sur le lien et la corrélation entre les deux et a été modéré par Inazio MARTÍNEZ DE ARANO, Chef du bureau EFI-MED.

Daniel MONTELEONE, ELO



L'eurodéputé Nuno MELO a ouvert la conférence avec un message audacieux : « le changement climatique n'est pas une théorie, c'est une réalité » et a noté que le changement climatique devient visible de notre vivant, avec un nombre croissant d'incendies ces dernières décennies et surtout ces trois dernières années. Il a souhaité la bienvenue à l'auditoire et s'est réjoui à la perspective d'un grand nombre de solutions intéressantes.

Jesús SAN-MIGUEL, scientifique principal au CCR, a été le premier orateur et a rappelé que les incendies de forêt sont un problème mondial et représentent 20% des émissions de gaz à effet de serre (GES). Il a également expliqué comment, ces dernières années, nous avons commencé à voir des incendies en dehors de la saison normale des feux de forêt et que cette année, nous avons déjà eu plus de feux de forêt en trois mois que la moyenne des dix dernières années. D'autres faits effrayants sont les 460 000 hectares brûlés chaque année et les 38 décès causés

par les incendies de forêt, avec des dégâts annuels estimés à cinq milliards d'euros. Il croit également qu'il est important de sensibiliser et d'éduquer la population et de partager les connaissances pour améliorer la protection contre les incendies.

Le deuxième orateur, João SOVERAL, de la Confédération des agriculteurs portugais, a noté qu'il y a en moyenne 155 000 hectares brûlés en moyenne par an au Portugal, l'un des taux les plus élevés d'Europe, mais grâce à des mesures progressives, le nombre d'incendies a récemment diminué au Portugal. Il s'est également fait l'écho du message du premier orateur, à savoir que la plupart des incendies de forêt sont causés par l'homme et qu'il appartient donc à la population de les prévenir.

Le premier panel était composé d'Artur RUNGE-METZGER, Directeur DG CLIMA,

d'Humberto DELGADO ROSA, Directeur du capital naturel, DG ENVI, de Pedro VIEIRA de Compta Emerging Business, et de Marie WICKBURG de Mellanskog Family Forest Association. Les sujets abordés dans le cadre de cette table ronde comprenaient des moyens novateurs de prévenir (en utilisant différents types d'arbres et une gestion prudente des terres) et d'arrêter (de meilleures méthodes de détection) les incendies à l'avenir.

Le deuxième panel comprenait John BELL, Directeur de la DG RTD, Pierre BASCOU, Directeur de la DG AGRI, Johannes LUCHNER, Directeur de la DG ECHO, et Damian ZIELINSKI, Directeur général des forêts d'État de Pologne. Ces conférenciers ont discuté de la façon dont les incendies sont devenus plus intenses, de la nécessité d'améliorer les stratégies et les politiques, de l'importance de la prévention et de l'efficacité possible des campagnes publiques.

La conférence s'est terminée par un message de l'eurodéputé Andrzej GRZYB, qui a résumé les discussions des panels et a parlé d'un dicton intéressant qu'il a appris à Genève : « apprendre à aimer les forêts ». Il a expliqué que les forêts sont une partie importante des écosystèmes et a terminé en rappelant qu'il est beaucoup moins coûteux de prévenir les dommages que de s'en remettre.

Hosted by:



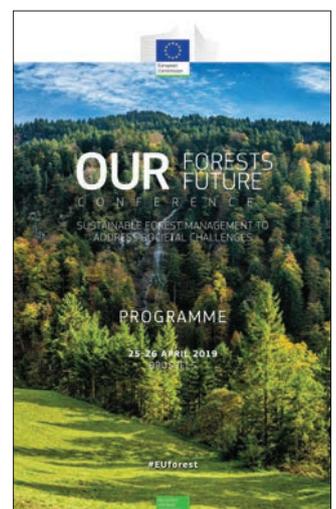
Organised by:



Les 25 et 26 avril s'est tenue la conférence « Nos forêts, notre avenir », qui portait sur les actions de l'UE visant à promouvoir la protection et la gestion durable des forêts au niveau mondial et à discuter de mesures efficaces pour lutter contre la déforestation et la dégradation des forêts.

Felix MONTECUCOLI, Président de l'Association autrichienne des propriétaires forestiers et fonciers et membre de l'ELO a participé à une table ronde sur « Les forêts et l'Accord de Paris : opportunités et défis pour les forêts et la filière bois ».

Plus d'informations :
https://ec.europa.eu/info/events/forestry-conference-2019-apr-25_en



Vous êtes propriétaire de terres agricoles et vous cherchez une formule efficace et rentable pour la gestion de votre bien: l'équipe d'Agriland se met à votre disposition.

L'objectif d'Agriland est d'assurer une optimisation financière en toute transparence et de renforcer le lien que vous avez avec votre terre. Nous vous informons sur les évolutions en matière d'agriculture, rencontrons les institutions publiques, encourageons l'emploi local et soutenons le verdissement par une gestion respectueuse de l'environnement.

Plus d'infos sur www.agriland.be

SA Agriland - Avenue Pasteur 23 - 1300 Wavre - Tel. +32 10 232 900 - Fax +32 10 232 909 - e-mail: agriland@skynet.be

Arbre européen de l'année

Josef JARY, EPA



Depuis 2011, le concours européen de l'Arbre de l'année a fait de l'amour de la nature et de la beauté une affaire internationale. Chaque année, les pays participants votent pour l'Arbre de l'année, qui sera ensuite présenté à la finale européenne. Pendant le mois de février, les personnes du monde entier peuvent voter en ligne pour leurs deux arbres préférés.

L'Arbre européen de l'année 2019 a été annoncé en mars dernier lors d'une cérémonie de remise des prix à Bruxelles. L'événement tant attendu s'est tenu au Parlement européen sous les auspices du député européen Pavel POC, Vice-président du Comité de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire. La cérémonie a été organisée par ELO et l'Envi-

ronmental Partnership Association (EPA), tous deux se consacrant depuis longtemps à la question d'un environnement urbain et des paysages sains.

Tout au long du concours, ces arbres deviennent un symbole pour les communautés qui les entourent. Le concours de 2019 mettait en vedette 15 arbres nationaux, engagés auprès de plus de 200 000 personnes et ayant recueilli plus de 311 000 votes, le tout au cours d'un mois.

Cette année, le premier prix a été décerné à l'amandier de la colline enneigée de Pécs. Ce symbole hongrois de l'éternel renouveau a recueilli plus de 45 000 voix. Debout sur des rochers blancs, défiant les vents, cet arbre de 135 ans était déjà mentionné avec amour il y a 100 ans, et le merveilleux panorama du paysage magique et l'empreinte des âges historiques en ont surpris plus d'un depuis. Le chêne russe d'Abramtsevo s'est classé deuxième avec un peu plus de 39 500 voix et le chêne vert de Monte Barbeiro, au Portugal, a obtenu environ 32 600 voix.

Pour plus d'informations veuillez-vous rendre sur le site : www.treeoftheyear.org

Pas de temps à perdre

L'équipe CIC



Les attaques d'ours en Roumanie sont à la hausse, ayant déjà causé de nombreuses blessures et la perte de 3 vies humaines depuis le début de 2019. Combien de temps les autorités environnementales attendront-elles pour prendre des mesures afin de permettre une réglementation efficace de la surpopulation d'ours en Roumanie ? Des scientifiques et des experts de la faune sauvage se sont réunis à Bucarest pour mieux comprendre la situation actuelle suite à l'interdiction de la chasse aux grands carnivores imposée en 2016 par le Ministre de l'environnement, des eaux et forêts. La réunion a été organisée par le Conseil international pour la conservation du gibier et de la faune sauvage (CIC), avec le soutien de la délégation allemande.

L'interdiction de la chasse a entraîné une

augmentation considérable des conflits entre les humains et la faune sauvage. Les décisions nécessaires, qui ont fait l'objet d'un accord entre toutes les parties prenantes, sont en train d'être « retardées » et ne sont pas encore pleinement mises en œuvre. La population rurale de Roumanie réclame à présent une action immédiate. Les scientifiques et les experts ont demandé au ministère roumain de l'environnement et au ministère des eaux et forêts de mettre en œuvre le Plan d'action convenu et officiellement publié, qui comprend notamment la fixation de quotas d'intervention et de récolte préventive pour l'ours brun et le loup. La déclaration commune préparée par les scientifiques et les experts a été présentée aux délégués de la conférence ministérielle sur «Les grands car-

nivores - défis et solutions», organisée dans le cadre de la présidence roumaine du Conseil européen. On espère que cette déclaration attirera l'attention méritée des décideurs roumains et servira de signal d'alarme pour d'autres pays européens aux prises avec des problèmes similaires liés à la forte augmentation des populations de grands carnivores. A l'issue de la réunion, le CIC et la Fédération européenne pour la chasse et la conservation (FACE) ont convenu d'une déclaration commune en vue de la Conférence ministérielle. Il y est souligné que « les communautés locales doivent être impliquées dans la conservation et la gestion de ces espèces et s'en sentir propriétaires ».

La déclaration peut être consultée sur les sites web de CIC et de la FACE.



© BOKU 2019

Dans les pas de DARWIN, une aventure d'un tournage sur la diversité, l'utilisation et la mise en danger des sols des Galápagos

En 2016, au cours d'une expédition pédologique scientifique des auteurs, l'idée d'un film de vulgarisation scientifique, dans le cadre d'un projet éducatif sur les sols et leur culture, est née. La recherche de sites d'échantillonnage a rapidement révélé que, sur les quatre îles qui servent de résidence permanente, les sols sont confrontés au défi d'une utilisation extrêmement diversifiée. Des provisions sont nécessaires pour un peu moins de 30 000 habitants permanents et environ 280 000 touristes (en augmentation constante de 14 % par an).

Martin H. GERZABEK et Franz ZEHETNER, Université des ressources naturelles et des sciences de la vie de Vienne (BOKU)

10

Au cours des 30 dernières années, il y a eu une expansion de l'utilisation des terres agricoles dans la zone agricole, cette dernière ayant une frontière clairement définie avec le parc national. En outre, la culture agricole s'est intensifiée. Ces deux changements ont été suivis d'une diminution marquée de la superficie des célèbres forêts de *Scalesia* et du problème croissant de la propagation de plantes et d'animaux envahissants tels que les mûres, les goyaves, les fourmis de feu, les mouches *Philornis*, les rats, les chiens sauvages, les chats et les chèvres. Ils mettent en danger la flore et la faune endémiques des îles.

Malgré des réglementations et des contrôles stricts mis en place par le gouvernement équatorien, les provisions alimentaires en provenance du continent constituent un danger constant d'introduction de nouvelles espèces envahissantes dans les Galápagos. Pour lutter contre ces espèces envahissantes, on utilise souvent des pesticides susceptibles d'influencer

les fonctions du sol. Le film vise à montrer la diversité des ressources du sol, son développement à long terme et les impacts de la culture. En plus de montrer les problèmes inhérents à ces pratiques, nous voulions discuter des solutions possibles.

Le film est financé par le budget interne de l'Université BOKU. L'équipe de tournage a consacré une grande partie de son temps libre à la rédaction du scénario et à la préparation du voyage. Il a fallu un an pour accomplir les tâches susmentionnées, mais aussi former les étudiants à devenir des documentaristes et à préparer les documents nécessaires à l'autorisation de filmer par la direction du parc national.

Après plusieurs semaines stressantes de courriels et d'appels téléphoniques quotidiens avec Galápagos et de l'autorisation de tournage arrivant à peine dix jours avant le départ, l'équipe de tournage est finalement arrivée sur l'île de Baltra. Elle était composée de Sebastian POSTL et de Claudia PUCK (cinéastes professionnels),

Franz ZEHETNER (coordinateur du projet de film), Katharina KEIBLINGER et Martin GERZABEK (experts scientifiques), Tamara DINTER, Greta SCHMIDT, Maria RECHBERGER, Pei-Hao CHEN, Sébastien SOCIANU et Matthias STRAHLHOFER (doctorants et étudiants en master effectuant des recherches sur nos échantillons de sol des Galápagos). Une fois arrivés, diverses autorisations devaient encore être obtenues pour l'équipe de tournage ; de même que l'on devait assurer la présence des gardes du parc et des techniciens du ministère de l'agriculture équatorien.

L'aventure a commencé le deuxième jour avec le tournage à Santa Cruz, l'île principale non officielle des Galápagos (la capitale officielle étant Puerto Baquerizo Moreno sur l'île San Cristóbal). Les maisons d'hôtes de la station internationale de recherche Charles DARWIN, imprégnées de l'esprit de la percée scientifique, étaient le siège à Puerto Ayora, à Santa Cruz. Située à l'extrémité éloignée de la ville, cette sta-

tion sereine héberge de nombreux scientifiques de renom.

Rapidement, l'équipe de tournage s'est adaptée à un emploi du temps quotidien. Nous nous réveillions à 7h30 du matin, et au son du cor de chasse, nous sautions dans le minibus loué. Les activités comprenaient des interviews, des visites d'exploitations agricoles, des fouilles de profils pédologiques, des échantillonnages de sols, des tournages avec le drone et des randonnées vers plusieurs sommets de volcans. Avec l'arrivée de l'obscurité, notre journée d'activités se terminait à 18h30. Ensuite, nous passions notre temps à sauvegarder nos données, à sécuriser le matériel, à répondre aux courriels - dans la mesure où la connectivité Internet le permettait - et à planifier le lendemain.

Notre première cible était Cerro Crocker, le plus haut volcan de Santa Cruz. Même si la randonnée de huit heures sous le chaud soleil d'été des Galápagos est un vrai défi, l'équipe a pu apprécier le temps ensoleillé et une vue magnifique.

Quelques jours plus tard, le temps nuageux nous a donné un climat plus agréable en remontant le pic considérablement plus élevé de la Sierra Negra sur l'île Isabela. Bien que la visibilité ait été réduite pendant la randonnée, nous avions eu droit à une vue à couper le souffle sur la plus grande caldeira des îles Galápagos, d'une étendue ovale de 7 km sur 10,5 km.

L'île suivante que nous avons visitée était Floreana, la plus petite des îles habitées de l'archipel. La randonnée vers les volcans Cerro Asilo de la Paz et Cerro Pajas, qui sont interdits aux touristes, s'est avérée encore plus fatigante que les précédentes. Toutes ces randonnées et visites ont permis également de mieux comprendre la problématique des espèces envahissantes tout en savourant des vues époustouflantes. Les visites des sites de recherche scientifique sur le sol ont été d'un grand intérêt pour nos étudiants, car ils ont étudié les échantillons de sol des sites respectifs avant leur retour à Vienne. Du sang (à cause des mouches noires mordantes), de la sueur et des larmes ont fait partie des moments de creusage des profils de sol, allant jusqu'à deux mètres de profondeur.

Les îles Galápagos pourraient produire suffisamment de produits agricoles pour subvenir aux besoins des habitants permanents des îles, mais pas à ceux de la marée touristique toujours croissante (le produit agricole le plus célèbre de l'île des Galápagos est son café). Les visites effectuées dans de nombreuses exploitations agricoles ont montré les efforts considérables, soutenus par le gouvernement équatorien, pour améliorer l'autosuffisance des



Equipe de tournage à Sierra Negra Isabela

© BOKU2019

îles. Comme mentionné précédemment, les zones agricoles sont clairement définies et ne peuvent être étendues au-delà des limites du parc national. Il en résulte une agriculture intensive, essentiellement conventionnelle, axée sur les produits horticoles ainsi que sur l'élevage du bétail. En outre, il existe également des exemples d'agriculture biologique qui, à l'heure actuelle, est pratiquée principalement dans des petites fermes, avec un potentiel d'expansion vers des entreprises plus grandes. L'agriculture biologique est prometteuse pour l'avenir de ce joyau de la diversité écologique et de la recherche.

Nous avons eu de nombreux entretiens avec des scientifiques renommés, des res-

pensables du Parc National des Galápagos, de la Fondation Charles DARWIN et de la direction locale du Ministère équatorien de l'agriculture et avec de nombreux praticiens de ces institutions et exploitations agricoles. Ceux-ci ont brossé un tableau des problèmes actuels et des solutions d'utilisation des terres dans l'archipel des Galápagos.

Nous sommes repartis comme amis et passionnés de ces îles, admirant l'hospitalité et la convivialité que nous avons rencontrées partout, surtout dans les fermes.

Nous remercions Maria GERZABEK, BA pour la traduction et l'amélioration du texte anglais.

Nous utilisons la situation géologique spécifique de l'archipel des Galápagos pour étudier le développement à long terme du sol ; ainsi que l'impact du climat et de la végétation sur ce dernier. Les îles volcaniques sont d'âges différents, car elles s'éloignent d'un point chaud volcanique stationnaire qui les génère. Les travaux de recherche reposent sur trois expéditions scientifiques dans les années 2016 et 2017, visant à établir une chronoséquence du sol, deux séquences climatiques et une étude approfondie de 130 sols agricoles de quatre îles des Galápagos. Les sols étudiés sont d'âges variables, allant de 900 ans sur Isabela à 1,1 million d'années (San Cristóbal).



Sol volcanique sur Floreana

© BOKU2019

Renforcer la COopération entre les entrepreneurs agricoles

« La coopération, c'est travailler avec les autres, briser les barrières et apprendre les uns des autres. »



Branwen MILES, ELO



Le projet COFARM a élaboré du matériel de formation gratuit et accessible qui donnera aux agriculteurs, aux propriétaires fonciers et aux entrepreneurs ruraux les compétences nécessaires pour mettre en œuvre des initiatives de coopération.

Ses résultats comprennent :

- un rapport de synthèse sur l'état actuel de la coopération entre les entrepreneurs agricoles en Europe et dans les pays concernés ;
- un ensemble de 35 études de cas rassemblant les meilleures pratiques liées aux processus de coopération dans les pays concernés ;
- un module de formation interactif fournissant les connaissances nécessaires au lancement et à la mise en œuvre d'une initiative de coopération.

Après 30 mois, 6 réunions transnationales et du travail assidu, la conférence finale du projet s'est tenue le 24 avril dernier à Bruxelles. Un large éventail de participants se sont joints au consortium du projet pour discuter des moyens d'améliorer la coopération entre les agriculteurs, les propriétaires fonciers et les entrepreneurs ruraux.

« Les agriculteurs ont été les protagonistes des initiatives de coopération », ce qui a été mis en évidence par diverses études de cas présentées lors de la conférence. Nous avons entendu parler d'un partenariat laitier en Irlande, où deux familles se sont réunies afin non seulement de travailler pour elles-mêmes et d'augmenter le cheptel, mais aussi d'offrir un équilibre travail-vie personnelle à leurs familles. Une étude de

cas de la République tchèque comprenait un réseau permettant aux jeunes agriculteurs de se réunir, de partager leurs expériences et d'avoir l'occasion de participer à des négociations avec des organisations gouvernementales et non gouvernementales.

Tout en respectant le thème et en mettant l'accent sur la coopération et la collaboration, la conférence a entendu deux conférenciers. Le premier était le Dr Ir. Fleur MARCHAND de l'Institut de recherche agricole et halieutique, coordinatrice du projet Horizon 2020 AgriDemo. Ce dernier était concentré sur la compréhension du rôle des fermes de démonstration commerciales européennes et des outils nécessaires à un apprentissage efficace d'agriculteur à agriculteur afin de renforcer ces activités de démonstration. En étroite collaboration avec PLAID et NEFERTITI, les projets H2020 se sont associés à FarmDemo qui vise à améliorer l'apprentissage entre pairs et se concentre sur les démonstrations agricoles comme outil pour stimuler l'adoption de l'innovation.

S'en est suivie la présentation de Gerald SCHWARZ de l'Institut Thünen en Allemagne, coordinateur du projet Horizon 2020 UNISECO. Bien qu'il n'en soit qu'à

ses débuts, ce projet vise à examiner les moyens de renforcer la durabilité des systèmes agricoles européens, ainsi que la nécessité de renforcer les capacités par l'engagement multi-acteurs et la coopération des agriculteurs, des conseillers, des acteurs de la chaîne de valeur, des consommateurs et des responsables politiques. La coopération en vue de fournir conjointement des biens publics va au-delà du niveau de l'exploitation agricole, mais elle a la capacité d'améliorer la viabilité (socio) économique.

Le secteur agricole connaît souvent des problèmes communs dans toute l'Europe ; le partage et l'échange des avantages qui peuvent être obtenus grâce à la coopération peuvent grandement contribuer à améliorer son efficacité et à faciliter sa croissance. Il reste encore des obstacles et des défis à surmonter, souvent en raison de la nécessité pour les organismes de réglementation à faire preuve de souplesse avec de nouvelles structures et méthodes de travail. Les agriculteurs et les entrepreneurs ruraux doivent également être prêts à s'ouvrir à ces nouvelles méthodes de travail, et le secteur et la politique doivent faire face aux préoccupations qui accompagnent la succession, la fiscalité et la nouvelle politique agricole.



L'agriculture multifonctionnelle pour la durabilité des paysages agricoles européens

Lancé en 2016, le projet Erasmus+ FEAL (ang. multifunctional Farming for the sustainability of European Agricultural Landscapes) a pour objectif de promouvoir des approches entrepreneuriales à l'interface entre agriculture et paysage agricole européen.



Branwen MILES, ELO

Les résultats du projet comprennent :

- un rapport de synthèse rassemblé à partir de 5 rapports nationaux établissant un lien entre les pratiques agricoles durables et multifonctionnelles et les paysages agricoles européens ;
- un E-atlas interactif qui représente la diversité des paysages agricoles (ang. EAL) à travers l'Europe ;
- une base de données de 28 études de cas montrant les meilleures pratiques de stratégies commerciales réussies en matière d'agriculture durable et multifonctionnelle tout en maintenant les valeurs et la qualité des EAL ;

- des modules de formation interactifs qui intègrent les connaissances théoriques du rapport de synthèse, ainsi que des modèles de mise en œuvre des meilleures pratiques représentées par des études de cas et de l'environnement agricole exprimé dans l'Atlas électronique.

Accueillie par le Comité économique et social européen (CESE) à Bruxelles le 6 mai, la conférence a été ouverte par John BRYAN, membre du CESE, qui a souligné le rôle de la section NAT et le travail considérable accompli par le projet FEAL. Branwen MILES a donné un aperçu du projet, ELO y étant partenaire. Elle a expliqué les résultats obtenus, y compris les modules de formation. Sara CRISTOFOLI de « Faune et Biotopes » a ajouté son point de vue à la discussion sur le paysage agricole européen basé sur le travail avec une série d'acteurs de l'environnement rural.

Les paysages ont une valeur culturelle importante et jouent un rôle crucial dans la conservation de la biodiversité et la productivité des terres agricoles. La connaissance des valeurs paysagères des paysages agricoles européens pourrait ouvrir de nouveaux horizons pour l'établissement d'une exploitation agricole exerçant différentes

activités non agricoles. Des concepts réussis de stratégies commerciales dans ce domaine peuvent améliorer la situation de l'emploi dans le secteur agricole.

Après la pause-café, les participants ont entendu des études de cas de chaque pays. Johannes DREER, Hof und Leben GmbH a présenté le cas allemand, Massimo CANALICCHIO, Associazione Media Valle Del Tevere GAL a présenté le cas italien et Martina SLAMOVÁ de l'Université Technique de Zvolen a présenté le cas slovaque. Ils ont été suivis par Martina KRAMARIČ et Uroš STRNIŠA, Biotehniški Center Naklo qui ont présenté le cas slovène, et Ignacio ROJAS, Union de Agricultores y ganaderos-jovenes agricultores de Jaén, qui a présenté le cas espagnol. Chaque étude de cas a donné une perspective intéressante des différentes possibilités et des idées novatrices provenant de différents profils au sein de différents EALs. Les cultures, les animaux, les méthodes d'élevage et la logistique étaient tous inclus dans ces exemples.

Bien que cela ait marqué la fin du projet, l'e-Atlas continuera de se développer et tous les modules de formation, les informations et les expériences continueront d'être disponibles à l'avenir.

webcast
streaming
video services

Contact:
Emmanuel De Groef
Tel: +32 2 709 10 50
manu.de.groef@telemak.com
www.telemak.com



This project nr. 2016-1-SK01-KA202-022502 has been funded with support from the European Commission. This publication reflects the views only of the author, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.

Conférence finale du projet 'Heritage Houses for Europe'

Marie ORBAN, ELO & Lucie MARET, EHHA



des programmes européens jusqu'aux réseaux de demeures historiques.

Merci pour votre contribution

Tous ce savoir et ces données seront disponibles rapidement grâce à votre implication et active participation durant ces derniers mois. Que cela soit via des interviews, l'enquête en ligne rassemblant plus de 1.000 réponses ou encore les workshops, nous tenons à vous remercier pour votre présence, enthousiasme, énergie positive et idées constructives.

Le deuxième atelier a rassemblé 45 propriétaires, politiciens et experts en patrimoine culturel, demeures historiques, immobilier, tourisme et recherche. Leur contribution sur les modèles entrepreneuriaux innovants, la boîte à outil, les recommandations politiques et l'analyse de la situation actuelle du secteur sera incluse dans l'étude finale présentée le 24 septembre pendant la conférence finale du projet.



« Heritage Houses for Europe » est la première étude pan-européenne portant sur les demeures historiques privées. L'objectif est de mesurer la contribution socio-économique des demeures historiques familiales par une approche ascendante ; et analyser des modèles entrepreneuriaux innovants qui peuvent soutenir et aider leur préservation durable. L'objectif final est de renforcer la position des propriétaires au sein de notre société, en renforçant leurs compétences et leurs capacités, tout en sensibilisant les citoyens européens et la société dans son ensemble à leur valeur ajoutée. L'étude formulera des recommandations politiques à l'intention de la Commission européenne ainsi qu'aux autres parties prenantes afin de supporter la préservation des demeures historiques familiales.

Rassemblant 300 participants, la conférence présentera l'étude et mettra en avant les apprentissages clés et les recommandations politiques. Cet événement unique permet aux différents acteurs de s'exprimer qu'ils soient propriétaires, politiques, chercheurs, experts et entrepreneurs culturels.

La conférence sera ouverte par Tibor NAVRACSICS, Commissaire européen chargé de l'éducation, de la culture, de la jeunesse et du sport. La parole sera également donnée aux propriétaires, dont la jeune génération, en vue de partager les expériences.

Cette journée offrira de nombreuses opportunités pour rencontrer des partenaires et développer son réseau. En passant par les start-ups et leurs nouveaux outils pour augmenter l'attractivité de votre domaine, jusqu'aux représentants des artisans. Et

VOUS ÊTES INTÉRESSÉ PAR LE PROJET ?

Contactez-nous au mail suivant marie.orban@elo.org ou l.maret@europeanhistorichouses.eu.

Inscrivez-vous à la conférence : <https://heritagehousesforeurope2019.eventbrite.com>

Suivez-nous également sur les réseaux sociaux pour des mises à jour régulières sur le projet & sur nos autres activités !

European Landowners' Organization

-  www.facebook.com/europeanlandowners/
-  [@EULandownersOrg](https://twitter.com/EULandownersOrg)
-  www.europeanlandowners.org

European Historic Houses Association

-  [@EHHA2016#EuropeForCulture](https://www.facebook.com/EHHA2016#EuropeForCulture)
-  www.europeanhistorichouses.eu
-  [@europeanhistorichouses](https://twitter.com/europeanhistorichouses)



Funded by
the European Union

This is a Preparatory Action of the European Parliament implemented by the European Commission. The European Commission is not responsible for this content. This content expresses the views of its author(s) only. Project name: Open micro-business models for innovation in European family-owned heritage houses project. Project Number: EAC/2018/0313

Protection du patrimoine culturel... l'Europe à la rescousse.

Comment l'Union Européenne soutient le patrimoine culturel et consolide les acquis de l'Année européenne du patrimoine culturel.

Lucie MARET, EHHA



La Cathédrale Notre-Dame de Paris

Le 15 avril dernier, l'Europe et le monde ont assisté avec désespoir et impuissance à l'incendie qui a détruit la toiture et la charpente de la Cathédrale Notre-Dame de Paris. Dans les heures qui ont suivi cette tragédie, nous avons été les témoins d'une impressionnante vague de solidarité venue des quatre coins du monde pour la reconstruction de la Cathédrale : plus d'1.85 milliards d'euros ont été collectés. La réaction des maisons historiques a été forte, avec notamment la promesse faite par 100 demeures anglaises d'offrir certains de leurs chênes afin de rebâtir la charpente.

Cet évènement a montré à quel point les citoyens sont attachés à leur patrimoine et à quel point celui-ci est fragile et nécessite une mobilisation collective pour le protéger. Ce constat nous a poussé à nous interroger : qu'est-ce que l'Europe a entrepris pour protéger notre héritage ? Comment consolide-t-elle les acquis de l'Année européenne du patrimoine culturel 2018 (EYCH2018) ?

Afin de pérenniser le succès de l'EYCH 2018, la Commission européenne a publié un cadre européen de mesures portant sur le patrimoine culturel (*Framework for Action on Cultural Heritage*). Ce cadre viendra soutenir 60 actions concrètes dans 5 domaines. Ces actions prévoient notam-

ment : des conseils d'experts du patrimoine sur le financement et la réutilisation des bâtiments historiques, la conception d'une nouvelle approche qui combine l'efficacité énergétique et sismique des bâtiments historiques et enfin le soutien à l'échange de compétences dans le secteur du patrimoine culturel.

Convaincue que tous les acteurs doivent travailler en synergie, la Commission a lancé une plateforme d'échange et de réflexion sur les défis du secteur (*Cultural Heritage Global Problem Solving Platform*). Nous avons pris part à la première réunion de cette plateforme le 1 avril dernier à Dublin. Cet évènement a été l'occasion de réfléchir sur le patrimoine culturel comme vecteur de revitalisation de zones rurales, mais également du 'crowdsourcing' de solutions innovantes pour faire face aux grands défis sociétaux. Pour atteindre cet objectif, la Commission a également créé le Forum sur le patrimoine culturel qui rassemblera 70 réseaux d'acteurs du patrimoine dont la tâche principale est de promouvoir des politiques publiques durables pour le secteur. Ces groupes sont d'importantes plateformes d'échanges d'informations et d'idées qui sont vitales pour préserver le patrimoine culturel et pour qu'il reste pertinent la vie des européens.

Cependant, ces projets et ces réseaux ne peuvent exister sans financements. A ce sujet, les institutions européennes ont envoyé des messages positifs. En effet, le Parlement européen a adopté en mars dernier le prochain programme Europe Créative (2021-2027) avec un budget en hausse. Le Conseil de l'Union et le Parlement ont également trouvé un accord sur le programme Horizon Europe (le successeur d'Horizon 2020), avec une section 'patrimoine culturel'. Ce sont deux excellentes nouvelles pour le secteur.

Le président français Emmanuel MACRON a organisé une réunion extraordinaire des ministres des affaires culturelles et européennes à la suite de l'incendie de Notre-Dame, dont les conclusions reprennent nos points clés : la nécessité de créer un réseau européen d'expertise destiné à conseiller et à soutenir les Etats membres dans la protection et la restauration des sites patrimoniaux en danger ; mais aussi d'assurer une utilisation appropriée des fonds alloués au patrimoine culturel.

Une autre proposition suggérée par la « Déclaration de Paris », s'attarde sur la nécessité d'impliquer davantage la jeune génération dans les efforts de conservation du patrimoine culturel. Cette proposition implique d'encourager les jeunes à s'investir dans des carrières d'artisanat, mais aussi de favoriser la formation, le volontariat et la mobilité.

Suite aux élections de mai, le nouveau Parlement et la nouvelle Commission devront poursuivre et pérenniser ces efforts pour garantir la protection de notre patrimoine européen commun. Car la richesse et la diversité du patrimoine culturel font de l'Europe ce qu'elle est aujourd'hui et c'est cette richesse même qui nous unit.

European Historic Houses Association

-  European Historic Houses Association
-  @EHHA2016#EuropeForCulture
-  www.europeanhistorichouses.eu
-  info@europeanhistorichouses.eu
-  @europeanhistorichouses

DÉCOUVREZ TOUTE UNE PALETTE
DE LOISIRS DANS NOS PROPRIÉTÉS
DE CAMPAGNE

*Welcoming
Estates
Website*

WWW.WELCOMINGESTATESWEBSITE.COM

Agenda

7 juin, journée mondiale

Journée internationale de la sécurité sanitaire des aliments
www.who.int

25 juin, Bruxelles

Care-T-Farms « L'agriculture sociale et la ferme de soins : opportunités d'emploi, partenariat social et inclusion sociale », conférence finale
www.care-t-farms.eu

3 - 4 septembre, Autriche

Session plénière du « Wildlife Estates »
www.wildlife-estates.eu

24 septembre, Bruxelles

Conférence finale du projet « Heritage Houses for Europe »
www.elo.org

24 - 26 septembre, Bruxelles

Journées européennes de la recherche et de l'innovation
https://ec.europa.eu/info/research-and-innovation/events_en

26 septembre, Irlande

Forum régional pour le Futur de l'Agriculture (FFA)
www.forumforagriculture.com



CountrySide
is a publication of the ELO
in English and French

5 Euros

Publisher :
Thierry de l'Escaille
Chief editor :
Emmanuelle Mikosz
Text editor : Robert de Graeff,
Sophy Smits van Oyen-Maltzoff

The Bioeconomy

Delivering Sustainable Green Growth

Davide Viaggi



La bioéconomie : pour une croissance verte durable.

Décembre 2018, CABI
IBAN: 9781786392756

Un livre récemment publié par l'universitaire italien Davide VIAGGI de l'Université de Bologne examine en profondeur la bioéconomie d'un point de vue économique et politique, tout en identifiant les questions clés à venir.

Il intéressera les étudiants et les chercheurs en économie et en politique agricole, alimentaire et des ressources naturelles, ainsi que les praticiens et les économistes.

Let's increase our food supply
without
reducing theirs

the
good
growth
plan

Syngenta Brussels Office
Avenue Louise, 489,
B-1050 Brussels
Tel: +32.2.642 27 27
www.syngenta.com
www.goodgrowthplan.com



syngenta

Communication & proof readers:
Jehanne de Dorlodot - Verhaegen
Gabrielle Cubillo

Back office:
Gabriela Pena, Alberto Hermosel

Rue de Trèves, 67
B - 1040 Bruxelles
Tel. : 00 32 (0)2 234 30 00
Fax : 00 32 (0)2 234 30 09
countryside@elo.org
Internet Site : www.elo.org